

print

Cameroun-France: Pour qui sonne le glas ? Le Cameroun ou la France ?

De [René Naba](#)

Global Research, mars 20, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/cameroun-france-pour-qui-sonne-le-glas-le-cameroun-ou-la-france/5374533>

I -Dieudonné: Pomme de discorde entre la France et le Cameroun ou Prétexpte à réduire la pression sur Paul Biya?

Paris 20.03.14 – Sur fond d'un discret bras de fer entre le président Paul Biya et les autorités françaises visant à assurer une transition en douceur du pouvoir au Cameroun l'onde de choc déclenché par ce qu'il est convenu d'appeler «l'affaire Dieudonné» fait planer le risque que la polémique suscitée à propos de l'humoriste Franco camerounais ne mute en une véritable pomme de discorde entre la France et le Cameroun.

CF. à ce propos ce lien : <http://mondafrique.com/lire/societe/2014/02/11/dieudonne-mbala-mbala-pomme-de-discorde-entre-la-france-et-le-cameroun>

Dans une zone déstabilisée par les soubresauts du «printemps arabe», la France aurait proposé à Paul Biya de créer un poste de vice-président en vue de prévenir un éventuel vide juridique dans l'hypothèse d'un accident de santé à un président âgé de 81 ans, dont trente-deux ans de pouvoir. Un vétéran de la vie politique africaine qui dirige son pays, à distance, par télécommande en quelque sorte, depuis sa pension permanente des Alpes suisses.



Au-delà du bien-fondé ou non de la stigmatisation de l'auteur de la quenelle, les critiques portent notamment sur la dualité –duplicité ?- du comportement des pouvoirs publics français dans leur lutte contre le racisme et la xénophobie. Christine Taubira, Ministre de la Justice et Garde des sceaux, a donné elle-même l'alerte pour secouer la léthargie gouvernementale face aux simagrées simiesques dont elle a été l'objet, du jet de banane à son passage aux couvertures de magazine anormalement désobligeantes à son égard. Pour Dieudonné, point de retard à l'allumage. Manuel Valls, ministre de l'intérieur, a anticipé les spectacles de l'humoriste controversé pour les faire interdire par la justice.

Les Camerounais reprochent surtout au pouvoir français sa grande léthargie devant cette terrible phrase d'un représentant de la nation, Claude Goasguen, député UMP de Paris devant le KKL organisation caritative de l'armée israélienne, le 2 février dernier à Paris: «Cette Shoah terrible qu'on n'ose plus enseigner dans les lycées tant on a peur de la réaction de ces musulmans drogués dans les mosquées».

Dieudonné appartient à la tribu Ewondo, relevant de la confédération tribale proche du président Paul Biya. Il se murmure que le Cameroun pourrait faire bénéficier Dieudonné Mbala Mbala de la jurisprudence Pierre Falcone, du nom de cet homme d'affaires français à qui l'Angola a octroyé le statut diplomatique le propulsant au

poste d'Ambassadeur à l'UNESCO, pour le mettre à l'abri de la justice française.

II -Les Lois de la biologie.

Les lois de la biologie sont inéluctables. Le compte à rebours a commencé pour Paul Biya, 81 ans, dont trente-deux ans de pouvoir. Un vétéran de la vie politique qui dirige son pays, à distance, par télécommande en quelque sorte, depuis sa pension permanente des Alpes suisses. Ses bons offices dans la libération des otages français de l'organisation néo islamiste nigériane Boko Haram lui servent tout au plus de ballon d'oxygène, sans pour autant enrayer la progression inéluctable de l'âge, en dépit de ses séjours prolongés en haute montagne, où il dispose à l'année d'une suite luxueuse dans un grand établissement hôtelier de Genève.

Pressé discrètement de libérer la place par les pays occidentaux, qui redoutent une réédition des précédents du tunisien Zine el Abidine Ben Ali et de l'Egyptien Hosni Moubarak, Paul Biya s'est résolument placé sous le giron de la Chine sur le plan économique, sous la protection des services israéliens pour sa survie politique, en vue de préserver un pouvoir autocratique qu'il exerce depuis 30 ans.

Sous le regard complice de la France dans un premier temps, un regard désormais perplexe du tuteur, qui masque mal sa nervosité en ce qu'il redoute qu'un soutien prolongé à un président en fin de course ne porte atteinte à ses intérêts économiques à long terme. Cruel Dilemme pour la France.

III – Le Cameroun, une singularité.

En cinquante ans d'indépendance tant le Mali que le Sénégal ont connu, peu ou prou, une alternance; le Mali avec cinq présidents (Modibo Keita, Moussa Traoré, Alpha Oumar Konaré, Amadou Toumani Touré ATT), puis, après l'intermède du putschiste Sanogo, Ibrahima Keita (IBK), le Sénégal avec quatre (Léopold Sedar Senghor Abdou Diouf et Abdoulaye Wade, Malick Sall), alors que le Cameroun, à contre-courant des six pays qui lui sont frontaliers (Nigeria, Tchad, République Centrafricaine, Gabon, Guinée équatoriale, République du Congo), voire même de la Mauritanie et de la Côte d'Ivoire, a fonctionné durant toute cette période en phase binôme Ahmadou Ahidjo, puis son successeur Paul Biya, soit en moyenne, un président par quart de siècle, sous l'ombre tutélaire de la France.

Pourquoi une telle singularité pour un tel pays au nationalisme vif et revendicatif? Foin de résignation, d'indolence, de léthargie, ou d'immobilisme. Le Cameroun post colonial a paru soucieux de panser les plaies d'un long combat pour la restauration de son unité et la préservation de son identité, dont il s'est acquitté par un lourd tribut, sans doute l'un des plus lourds d'Afrique, avec près de 250.000 victimes.

Cinquante ans après, la relève est assurée et s'assume désormais par plusieurs générations de jeunes camerounais durs au labeur, formés tant sur le terrain qu'au sein de la diaspora ou au sein d'un parc universitaire rarement égalé en Afrique avec sept universités d'État, une dizaine d'universités privées (dont l'Université Catholique d'Afrique Centrale située à Yaoundé et l'Université Adventiste de Nanga Eboko), une cinquantaine d'instituts universitaires parapublics et privés répartis dans l'ensemble du territoire.

A des années lumières du paternalisme post colonial de la Françafrique, tous conscients de la position stratégique de leur pays, des convoitises qu'il suscite, des dégâts considérables infligés par la «démocrature», une dictature sous l'apparence de la démocratie, qui caractérise le régime de Paul Biya, enfin, dernier et non le moindre élément, l'humiliation ressentie par de nombreux camerounais devant le rôle assigné à leur pays de «passeur de plats» des entreprises françaises, sans la moindre audience internationale, du fait de l'un des plus énigmatiques et

imprévisibles président du continent africain, désormais coupé des réalités du pays.

IV – L'opposition camerounaise: Des ambitieux incapables.

Le discrédit qui frappe l'opposition camerounaise, particulièrement ses dirigeants, est alarmant. Affligeant. Incompétence et immobilisme en constituent la marque de fabrique. Des caciques à la présence épisodique sur le terrain, sans la moindre prise sur la réalité, compensant leur impuissance et leur incapacité par une tonitruance de mauvais gout. De véritables adeptes de la péroration creuse.

Une conjonction sans pareille de médiocraties. Le constat est sans appel. Le peuple camerounais pantois. Le Cameroun pâtit d'un chômage structurel et d'un système défaillant. Chose inimaginable il y a peu, le choléra a refait son apparition en pleine capitale, les escrocs sont érigés en modèle (Feyman). Survivre relève du défi. Un exploit au quotidien dans un pays où les inégalités sont vertigineuses où la vie politique tourne à la cacophonie avec quatorze partis politiques se disputant les suffrages d'un pays déboussolé:

-L'UDC, (Union Démocratique du Cameroun), qui se voulait le fer de lance du décollage du Cameroun, est devenue au fil des ans au choix l'Union Départementale du Cameroun, ou pour des censeurs plus exigeants l'Union de la Dépendance Camerounaise. Un parti quasi-conjugal cogéré par son président Admaou Dam Njoya et sa parlementaire épouse. Un parti, réputé pour la brutalité de ses méthodes, qui brille exclusivement à la rubrique des faits divers.

-L'UPC, (Union des Populations du Cameroun), le parti historique du pays, intimement lié à son combat pour l'indépendance du Cameroun et à la restauration de la dignité de son peuple, jadis glorieux, n'est plus que l'ombre de lui-même.

Objet d'une captation, phagocyté par une poignée de personnes à la moralité sommaire, sans charisme, indignes successeurs de leur chef charismatique Ruben Um Nyobè, mus exclusivement par des ambitions personnelles, prêts à vendre «pour un plat de lentilles», matérialisé par un strapontin au pseudo-gouvernement, dans le but intégrer le parti politico administratif dans une embrouillamini savamment entretenue par le pouvoir (RDPC).

-SDF (Social Democratic Front), comme son nom ne l'indique pas trop, est un parti errant «sans domicile fixe». Il «deal» nuitamment avec le RDPC et revêt le jour son tablier de pseudo opposition. Parti caméléon par excellence.

-MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun): Ce nouveau produit sur la scène politique camerounaise se positionne comme un Parti à dimension nationale mais sa zone de déploiement se limite à trois départements, incapable de présenter des candidats sur toute l'étendue du territoire national. Son leader, Maurice Kamto, juriste en Droit public à la réputation internationale, sans charisme ni stature, fait office de caution d'un gouvernement qu'il a combattu dans la décennie 1990, en tant que ministre délégué à la justice.

-ADD (Alliance pour la démocratie et le développement) de Garga Haman Adjii, brillant technocrate, ancien ministre et directeur d'une banque se contente d'apparitions fugaces, le temps des campagnes présidentielles.

Des alliances hasardeuses, sans stratégie, avec le PADDEC et l'UDC, ont soustrait toute la crédibilité acquise durant l'élection présidentielle de 2011, alimentant deux décennies durant des espoirs qui se sont soldés par la désillusion.

Des opportunistes sans foi, ni loi véhiculant un Discours public à géométrie variable, sur fond de propositions insipides, déclamées sans la moindre conviction. Des personnes prêtes à vendre leur âme et leur allégeance au plus offrant en contrepartie de la pitance quotidienne. Pour les populations du Cameroun, misant

sur des personnes nullement à la hauteur de leurs attentes et de leur ambition, c'est un pari perdu.

V- La Chine contre la France au Cameroun



Le voyage de Paul Biya en 2011 en Chine à la tête d'une importante délégation de personnalités nouvellement promues pour la conclusion d'importants accords de coopération avec le principal rival des pays occidentaux en Afrique a tendu à signifier dans l'ordre subliminal son refus des injonctions occidentales.

La Chine est partenaire financier et technologique du Cameroun dans d'importants projets économiques: Le palais polyvalent des sports de 5000 places à Warda (Yaoundé), l'hôpital gynéco-obstétrique de Douala, le projet Back Bône de transmission par fibre optique à Kye-Ossi, le projet de construction du centre pilote des technologies agricoles de Nanga Eboko, les projets de construction des stades de Limbé et de Bafoussam et le projet de construction de la mini-centrale hydro-électrique de Mekin, constituent certaines des principales réalisations de prestige de la Chine au Cameroun. A cela, il convient d'ajouter le projet d'adduction d'eau potable de Camwater dans les villes de Douala et Yaoundé, la construction des barrages de Lom Pangar, de Memve'ele, Mekin ainsi que la construction du port en eau profonde de Kribi.

Le Cameroun, qui entend devenir un pays émergent à l'horizon 2035, a ainsi complété son partenariat avec la Chine par la conclusion d'une série d'accord en juillet (3). L'intensification des relations sino-africaines au cours des trente dernières années témoigne de l'intérêt marqué de Pékin non seulement pour les matières premières et les terres arables, mais aussi de son souci de contourner l'Europe par le sud en vue de s'assurer des réserves énergétiques pour les besoins de son industrie. Les investissements directs étrangers chinois ciblent, en priorité, les pays riches en ressources minières dont le Cameroun.

L'Afrique fournit désormais un tiers du pétrole importé à la Chine, deuxième consommateur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis. La Chine se procure ses besoins en hydrocarbures du continent africain de l'Angola (premier fournisseur de la Chine devant l'Arabie Saoudite), du Cameroun, du Congo Brazzaville, du Gabon, du Nigeria et du Soudan., ces deux derniers pays étant les plus gros bénéficiaires des investissements directs chinois sur le continent. A cela s'ajoute un intérêt non négligeable pour d'autres ressources telles que le bois (60% de la production africaine est vendue en Chine) et les matières premières agricoles pour lesquelles elle déploie une grande politique d'acquisition des terres arables dans les pays

comme le Zimbabwe, le Congo ou le Cameroun.

L'Afrique abrite un millier d'entreprises chinoises, un chiffre en constante augmentation. Le volume des échanges a été multiplié par dix depuis 2000 pour atteindre 107 milliards de dollars en 2008.

Sur le plan de l'agriculture, le Cameroun a cédé 10 000 hectares de terres agricoles pour une durée de 99 ans à Sino Cam Iko. La multinationale chinoise spécialisée dans la production et la commercialisation de produits agricoles s'est installée sur trois sites dont Ndjoré, un site de 4000 hectares situé à 100 kilomètres de la capitale camerounaise) et Nanga-Eboko (2 000 hectares situés à 170 kilomètres de Yaoundé). A Nanga-Eboko, Sino Cam Iko a planté des cultures expérimentales de fruits et légumes, de maïs ainsi que 200 variétés de riz, tandis que le site de Ndjoré est affecté à la culture du manioc. Ce dispositif est complété au Zimbabwe par l'acquisition par la société publique China International Water and Electric du droit d'exploiter plus de 100.000 hectares de maïs dans le sud du pays, en République démocratique du Congo où le géant chinois des télécommunications, ZTE International, a acquis 2,8 millions d'hectares de forêt pour y planter des palmiers à huile, enfin en Tanzanie, où une entreprise de semences chinoise, la Chongqing Seed Corp a décidé de s'implanter sur 300 hectares en Tanzanie où le manque de céréales contraste avec l'abondance des terres cultivables.

L'intensification de la présence chinoise au Cameroun a suscité des critiques, déplorant l'asymétrie de la relation sino-camerounaise du fait de la prépondérance chinoise dans le processus de contrôle des projets communs et de la balance déficitaire des échanges au détriment du Cameroun.

VI – La France au Cameroun ou «la fin du pré-carré français au Cameroun»

Cent trente filiales d'entreprises françaises opèrent au Cameroun et une centaine d'établissements de droit local appartenant à des ressortissants français sont installés sur place. Les principales entreprises phares du CAC 40 français y ont pignon sur rue, se livrant à la mise en valeur, -en coupe réglé?- d'un pays situé à la bordure méridionale du Sahara, à la limite septentrionale de la forêt équatoriale et du bassin du Congo face au Golfe de Guinée.

En un mot à l'épicentre d'une zone de turbulences aiguës par la compétition des puissances pour le contrôle des ressources énergétiques du Golfe de Guinée et les réserves minières de la zone nigérienne.

Le groupe des entreprises françaises opérant au Cameroun comprend Péchiney, Castel, Brasseries et Glacières International, Lafarge, CFAO pour l'industrie, le Groupe Bouygues, SGE, Comsip Cam pour le BTP, Total-Fina-Elf pour le pétrole.

Le groupe Bolloré, pour la gestion des infrastructures portuaires, et le secteur bois, en compagnie sur ce secteur avec les firmes de Thanry et Pasquet, Rougier.

- Sodecton (capital à 30% détenu par la Compagnie française de développement des fibres textiles) pour le secteur coton
- Le grossiste Agrisol SA dans le secteur de la banane.
- Deux entreprises à participation française Nocusa et Socusam pour le sucre.

Mais le tableau est loin d'être paradisiaque. Pollution, bénéfices économiques aléatoires pour les autochtones, multiples atteintes à l'environnement émaillent le quotidien des entreprises françaises sous les tropiques. «L'empire noir de Bolloré en Afrique», objet de deux enquêtes de la presse française, au printemps 2011, a valu à leurs auteurs «France inter» et le journal en ligne «Rue 89» des poursuites judiciaires pour diffamation. Le groupe Bolloré passe pour être un des gros utilisateurs de l'armée judiciaire come arme de dissuasion contre toute critique

fouillée à son égard.

Premier partenaire économique du Cameroun, la France a paru cédé du terrain au profit de la Chine. Certes le port de Douala est toujours géré par le Groupe Bolloré, le voyageur de Nicolas Sarkozy, la France n'est plus le principal partenaire du Cameroun. Dans une interview accordée en mai 2007, Georges Remi Belinga, responsable des douanes dans le Littoral parle de «la fin du pré-carré français au Cameroun » et l'explique par la volonté des Africains de trouver des marchés plus favorables d'acquisition de produits de haute technologie au moindre coût.

VII – Pour qui sonne le glas ?

Nul n'est dupe de l'humanitarisme français. Les engagements français en Libye, en Côte d'Ivoire, au Mali, et en république centra africaine résultent, prioritairement, de la volonté de Paris de reprendre la main après la déstabilisation de sa diplomatie du fait du «printemps arabe», dans une manœuvre visant à détourner l'attention et d'éviter ainsi que l'opinion se polarise sur une situation intérieure difficile, en lui offrant un dérivatif nationaliste.

Le renouveau du Cameroun passe par un double mouvement de remise en ordre sur le plan interne et de mise au clair des rapports entre le Cameroun et la France, entre l'Afrique et la France, dont la condition préalable devrait être la répudiation solennelle par la France de sa posture moralisatrice, dispensatrice de leçon de conduite sur la bonne gouvernance, sur fond d'un discours parasité par les scandales récurrents de la vie politique française qui ont pour nom rétro commissions vedettes de Taiwan, Clearstream, Karachi, Ziad Takieddine, contrat MISKA, Woerth Bettencourt et Tapie Lagarde.

«Afrique en miniature», le Cameroun est représentatif du continent de par sa géographie, ses variétés climatiques, ses groupes ethniques et culturels, de même que son histoire parmi les plus complexes du continent.

Les africanistes de tous acabits qui gravitent dans l'orbite présidentielle française devraient intégrer dans leurs projections intellectuelles le fait que le Cameroun constitue l'assise de l'Adamouawa, littéralement, selon la transcription phonétique du terme en arabe, «l'Adam et Eve» par référence symbolique au statut matriciel de l'Afrique, «Berceau de l'humanité», qui dispense ainsi les Africains, selon les conseils judicieux de Nicolas Sarkozy de faire leur entrée dans l'Histoire alors qu'ils sont les ancêtres de l'humanité, bien antérieurs en tout cas à la Hongrie et à la France. De ce point central de l'Afrique devrait surgir le renouveau.

Le compte à rebours a commencé pour Paul Biya. Les lois de la biologie sont impitoyables. Sa sortie de l'histoire est programmée. Scellée, inexorablement.

Quoiqu'elle fasse, quoiqu'elle dise, la France est solidaire du passif du régime et ne saurait se défaire d'un si long protectorat d'un mandat si calamiteux, ni Israël s'exonérer de sa garde rapprochée qui a assuré un si long sursis pour un président sans pour autant assurer la survie de son régime.

La main d'œuvre africaine, les richesses de l'Afrique n'ont pas pour vocation première d'entretenir le train de vie de la classe politique française. La France-Afrique passe en priorité par une alliance au profit des gouvernés, non des gouvernants, au bénéfice de l'Afrique et non exclusivement au bénéfice de la France.....En fidélité à la mémoire de Ruben Um Nyobé et Félix Moumié, les chefs mythiques du combat nationaliste camerounais décapités par la France.

Pour qui sonne le glas? Du pré carré français au Cameroun? De la mandature Biya? Des deux à la fois, jumeaux pendant un quart de siècle? Qu'il est dur d'être après avoir été?

Notes

- 1 – Zachée Lapée, militant de la société civile camerounaise, petit-fils du

photographe qui a immortalisé Ruben Um Nyobé, un des deux chefs du combat nationaliste camerounais avec Félix Moumié. Il est fondateur et président de Migrants solidaire et de «We Love Cameroun».

- 2 – Pour aller plus loin à propos de Dieudonné Mbala Mbala
- LES EWONDOS: La tribu d'origine de Dieudonné MBLA MBALA
<http://cameroonvoice.com/news/article-news-13786.html>
- L'Affaire Dieudonné traitée dans le journal télévisé de la chaîne TV la plus populaire
- <http://www.journalducameroun.com/video.php?id=402>
- Le comité de soutien «Y a Bon Dieudonné»
- <http://www.camer.be/31248/11:1/cameroun-cameroun—france—y-a-bon-dieudonne—un-comite-de-soutien-a-lhumoriste—cameroon.html>
- La fiche technique d'un des fondateurs du comité Herbe Emmanuel NKOM (Oberthur) <http://www.linkedin.com/pub/hervé-emmanuel-nkom/44/207/335>
- <http://www.cameroun-info.net/stories/0,56554,@,cameroun-yaounde-le-politicien-anicet-ekane-cree-un-comite-de-soutien-pour-le-fr.html>
- <http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=9610>
- Au Cameroun, Dieudonné, c'est «une histoire de Blancs qui en veulent à notre frère» La suite sur ce lien <http://rue89.nouvelobs.com/2014/01/0...>
- 3 – Chine Cameroun: Les principaux accords de coopération économique
- -Accord cadre relatif à l'octroi d'un prêt préférentiel de 433 millions de yuans (près de 31 milliards FCFA) destinés à la réalisation du projet e-poste
- -Echange de lettres portant sur la fourniture d'un lot d'équipements médicaux en faveur de l'hôpital gynéco-obstétrique de Douala pour un montant de 10 millions de yuans (environ 713 millions FCFA);
- -Echange de lettres portant sur la fourniture d'un lot d'équipements médicaux au centre antipaludique sino-camerounais d'un montant de 1,5 million de yuans, soit 107 millions FCFA.
- -Accord de coopération économique et technique portant sur un don sans contrepartie de 50 millions de yuans (environ 3,5 milliards FCFA)
- -Accord de coopération économique d'un montant de 100 millions de yuans (plus de 7 milliards FCFA),
- -Prêt sans intérêt destiné à la réalisation de projets de coopération économique et techniques convenus entre les deux gouvernements.

Copyright © 2014 Global Research